



Privée de débat, BDZE regrette que « la force s'impose à la loi »

● L'association Baie de Douarnenez Environnement (BDZE) ne digère pas l'annulation du débat qu'elle devait organiser ce dimanche sur la pêche, dans le cadre des Rencontres Océanes.

« La simple annonce de la présence de Lamya Essemblali, présidente de l'ONG Sea Shepherd France, a déclenché des menaces d'éventuelles violences de la part de quelques professionnels de la pêche », indique BDZE dans un communiqué. Selon l'association, « les services du ministère de l'Intérieur à la préfecture de Quimper se sont montrés suffisamment alarmistes auprès des organisateurs, de la gendarmerie locale et de la mairie de Douarnenez pour que la rencontre qui se voulait espace de dialogue soit devenue impossible ». Et de marteler : « Nous aurions aimé que face à l'intimidation, les représentants de l'État puissent mieux garantir la liberté de réunion et de parole pour que la force ne s'impose pas à la loi ! »

« Possible au Havre, pas à Douarnenez »

Baie de Douarnenez Environnement rappelle que Lamya Essemblali de Sea Shepherd était invitée, jeudi, au Havre, pour la dixième édition du

LH Forum rassemblant de nombreux acteurs de la protection des océans. Elle devait intervenir à Douarnenez avec Pierre Karleskind, président de la commission pêche du Parlement européen, François Spinec de l'association des ligneurs de la pointe de Bretagne, Armand Quentel de l'association Blue Fish et Paul Vinay, secrétaire national de la Fédération nationale de la Plaisance et des Pêches en mer. « Nous regrettons que ce qui est possible au Havre ne l'est pas à Douarnenez », conclut l'association.



« La simple annonce de la présence de Lamya Essemblali, présidente de l'ONG Sea Shepherd France, a déclenché des menaces d'éventuelles violences », regrette l'association.